

LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

ORGANE SOCIALISTE HEBDOMADAIRE.

Pas de droits
Sans devoirs.

AN-ARCHIE—COLLECTIVISME—MATÉRIALISME.

Pas de devoirs
Sans droits.

ABONNEMENTS.

FRANCE un an 10 francs.— 6 mois 5 fr. 50
ESPAGNE id. 20 réaux id. 11 réaux.
ÉTRANGER id. id. (port en sus) id. id. (p. e. s.)

PRIX DU NUMÉRO

Un demi réal.

ABONNEMENTS.

FRANCE 3 mois 3 francs. 1 mois 1 franc.
ESPAGNE id. 6 réaux. id. 2 réaux.
ÉTRANGER id. id. port en sus id. (id. p. e. s.)

Les abonnements partent du 1.^{er} et du 15 de chaque mois; les manuscrits ne sont pas rendus.

Barcelone le 24 Juin 1873.

AVIS.

Plusieurs demandes des premiers numéros du journal ont été faites à l'administration. La première édition étant épuisée, on en prépare une 2.^{me}; ceux qui désirent s'en procurer, sont priés de se faire inscrire.

L'ADMINISTRATION.

LA SITUATION.

M. Ranc fut élu membre de la Commune de Paris le 28 Mars 1871 par l'arrondissement de l'Opéra. Il était de la commission de Justice avec Protot, Léo Meillet, Vermorel, Ledroit, Babick, et il en signa les décrets; assesseur à l'une des séances de la Commune, il en contresigna les décisions. Sa démission date du 7 avril, et le 5 Flourens avait été assassiné pendant sa marche sur Versailles, et le 6 la Commune répondait par le décret sur les otages à la conduite des Versaillais.

M. Ranc est un ancien blanquiste comme le citoyen Tridon; mais depuis la guerre ni l'un ni l'autre n'assistaient plus aux réunions du groupe; le compagnon Tridon s'était rapproché de l'Internationale, M. Ranc s'était attaché à la fortune de Gambetta.

M. Ranc se trouve aujourd'hui dans la situation délicate où se placent souvent les bourgeois ambitieux. Proclame-t-on la Commune, il faut en faire partie? Ex-membre de la Commune, voilà un titre qui fait bien pendant une période électorale. Au premier danger qui menace comme la mort de Flourens, à la première mesure qui compromet comme le décret des otages, on démissionne et l'on conserve tout, la vie et les amis. De cette façon on peut être membre de la Commune, du Conseil municipal et de l'Assemblée.

Cependant monsieur Ranc est dans un mauvais pas.

Nous assistons aux efforts de la gauche pour le sauvetage. La droite l'appelle *communard*, et demande à grands cris des poursuites; la Gauche proteste et répond: *Communard*, lui! mais il l'a été si peu, que l'on n'a jamais pensé qu'il fallait le poursuivre et qu'il a fallu son élection, le coup d'état parlementaire du 24 et le désir de faire oublier la circulaire Beulé pour qu'on y songeât. Foutriquet garde le silence; il a livré les *communards*, les vrais ceux-là, par l'intermédiaire de la commission des grâces; il a sauvé Ranc, l'ami de Gambetta qui est l'ami de Thiers et qui est un *communard* de contrebande, en se couvrant de Ladmirault. Dans les deux cas il se lave les mains comme Ponce-Pilate. En effacera-t-il les taches de sang de la rue Transnonnain, les taches de sang des fusillades de la Commune? Nous en doutons.

Avocasseries, verbiages, hypocrisies, parlementarisme de tous côtés. Nul n'ose avouer ce qu'il pense; chacun couvre ses petites manœuvres sous un masque de sa façon. La Gauche sait bien que Ranc fut membre de la Commune, et que s'il n'en accepta pas les dangers, il en accepta le titre; mais Ranc est l'ombre de Gambetta, et il faut que l'ombre de Gambetta soit sauvée. La Droite n'ignore pas qu'elle ment impudemment quand elle parle de Justice; elle sait bien que ses tribunaux ne sont pas des tribunaux de Justice, que ce sont des *Tribunaux de combat*?

Ce spectacle de l'hypocrisie, de l'ambition; des finasseries du système parlementaire nous soulèvent le cœur de dégoût. Le parlementarisme commence à sentir le cadavre, qu'on le jette à la voirie.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

Parmi les institutions qui font cortège à l'ÉTAT, parmi les moyens qu'il emploie pour assurer contre nous sa tyrannique existence, il n'en est pas, surtout dans les temps que nous traversons, qui ait plus d'importance que le *Suffrage universel*. Tous les républicains bourgeois, beaucoup de révolutionnaires

même le considèrent comme le *Principe du droit moderne*, et tous leurs efforts se bornent à désirer pour lui plus d'intelligence et de sincérité. Quelques uns cependant ne voient plus en lui qu'un moyen politique qu'ils croient capable de nous conduire au but que nous poursuivons, et c'est le plus petit nombre qui refuse de le reconnaître comme l'expression d'un droit quelconque, et qui regarde son application comme inutile à notre cause, sinon dangereuse pour elle.

C'est sur lui que l'Espagne compte; c'est en lui, grâce aux dernières victoires qu'il a données à la cause radicale, que la France met tout son espoir pour balayer la chambre de Versailles par la République assurer les libertés et ouvrir ainsi la route à la Révolution.

L'État ne date pas de nos jours; l'État est aussi vieux que le monde. La première base sur laquelle il s'établit fut la souveraineté divine, et quand celle-ci fut sapée par les réformateurs religieux et les réformateurs politiques, par Luther, Calvin et les philosophes; quand l'État chancela, loin de le laisser tomber dans le passé, l'esprit de conservation a cherché à le sauver de la ruine. La souveraineté divine s'en allait, on songea à la souveraineté humaine. L'expédient était trouvé, il ne restait plus qu'à s'entendre sur le moyen que l'on donnerait à la souveraineté du peuple de se manifester. De cette époque date le droit de suffrage.

Désormais le suffrage universel sera à l'ordre du jour. Comme l'élixir du charlatan il aura réponse à tout; s'élèvera-t-il une difficulté dans le monde politique, économique ou religieux! vite le droit de suffrage! On votera à l'Académie, dans les Conciles, à la Chambre, et dans les Assemblées populaires; on portera au scrutin par assis et levé; on opinera du bras, du bulletin, du croupion ou de la tête. Toutes les divergences d'opinion, tous les conflits d'intérêts, toutes les questions de science ne suivront plus qu'une loi, et cette loi sera celle de l'infâme majorité. L'urne des suffrages remplacera partout le flambeau de la Vérité et la balance de la Justice.

Tout cela est inadmissible aujourd'hui.

Les sciences, la sociologie comme les autres, procèdent autrement. L'observation des faits, l'expérience, le raisonnement, la déduction logiquement conduite, voilà les moyens d'arriver à la découverte de la vérité scientifique. Déjà dans le monde bourgeois on a commencé à comprendre ces choses. N'avons nous pas entendu proclamer à la tribune française que la République est au dessus du suffrage universel? Le prolétariat le comprend mieux encore et dans les projets de statuts généraux proposés par la fédération belge on déclare qu'il ne sera plus voté sur les questions de principe. La majorité, le hasard, le nombre, ne peuvent pas être des critères infallibles, quand il s'agit de la découverte de la vérité.

Depuis quand, lorsque deux intérêts sont en présence, déciderez-vous à la majorité des voix? Qui trouverez vous qui veuille se soumettre à un semblable arbitrage? La seule loi admissible en pareille matière est la loi des contrats.

Le choix des personnes seul peut être confié au hasard du vote. La confiance se donne et ne se démontre pas. Aussi admettons-nous le suffrage universel, éclairé, libre, permanent, pour la formation

des commissions, des délégations administratives. Encore désirons nous, pour qu'il soit sincère, l'émancipation complète, sociale et politique des travailleurs.

Mais la souveraineté du peuple, dira-t-on? La souveraineté du peuple! Mais depuis quand la volonté collective peut elle être la somme des volontés individuelles isolées? Depuis quand la résultante de deux forces est-elle la somme des deux composantes? Depuis quand le travail collectif de 20 ouvriers d'un atelier est-il égal à la somme des produits de ces ouvriers isolés? Depuis quand enfin le composé chimique a-t-il pour propriété la somme des propriétés des éléments? Qu'on réponde à ces questions, qu'on démontre, ou qu'on se taise! Surtout pas de grands mots, les grands mots sont la perte du peuple.

Les gouvernements ont bientôt accepté le suffrage. Mais tandis que vous adoptiez le *suffrage-principe*, ils acceptaient le *suffrage-expérience*. En 1847, sous la règne de Louis-Philippe, le cens existait. Les amis du pouvoir avaient la majorité dans le corps électoral, le ministère avait la majorité dans la Chambre, le gouvernement avait l'unanimité dans le ministère. Tandis que l'on se croyait sûr de l'Ordre, le coup de tonnerre de Février éclata. On n'avait interrogé que le pays légal et on ne se doutait pas de ce qui fermentait dans les rangs des parias du suffrage. Mauvaise expérience, résultat erroné. Notre Assemblée élue dans un jour de malheur (style Beulé) se montre autrement adroite. Elle laisse voter, et les élections radicales de Barodet, Ranc, Lockroy et Guyot lui indiquent le danger qui la menace, le nombre, la force et le but que veulent atteindre ses ennemis. Encore dix élections et la majorité lui échappe. Elle fait le coup d'État parlementaire du 24 Mai. Elle s'est servi du suffrage comme moyen de renseignements, elle va s'en servir comme appui. Avec Beulé en achètera la presse, avec les préfets on arrêtera, on effrayera ou on corrompra le peuple des campagnes. Ensuite on essaiera d'une ou de quelques élections; si elles sont bonnes, on prononcera la dissolution, si elles sont mauvaises, on attendra un moment plus fortuné. Souvenons-nous de la cynique habileté de l'Empire à préparer des plébiscites et à les faire réussir. On ira même, s'il le faut, jusqu'à restreindre le suffrage pour se donner plus tard, au moment d'une restauration, le mérite de le rétablir. C'est ce que fit Bonaparte en 1852. Quand, réactionnaires de toutes les nuances, par ce suffrage universel que vous avez installé, vous serez définitivement battus, vous protesterez et l'on vous répondra: Comment? Vous regardez comme un principe la loi des majorités, cette loi vous condamne, soumettez-vous à ses décisions; si vous vous révoltez, vous êtes coupables! Et... et l'armée sera là pour vous prouver qu'ils ont raison.

On comprend que certains révolutionnaires aient songé de leur côté à se servir du suffrage universel sur le terrain pratique, en le rejetant comme principe du droit. Le suffrage universel comme moyen d'arriver à la Révolution ne semble pas sans danger. L'ambition de la bourgeoisie est grande, et il est certain que beaucoup de ceux qui la composent désirant obtenir une place dans nos assemblées électORALES, se mettront en frais de style et d'éloquence, afin d'arriver au but qu'ils se proposent d'atteindre. Une fois hissés sur nos épaules, ils oublieront tous leurs enga-

gements; comme Gambetta ils suppriment les journaux révolutionnaires, poursuivent les associations qui leur déplaisent; ou comme Jules Favre en 1871 et d'autres en 1848, ils font de nos bulletins de vote des cartouches pour envoyer la mort dans les rangs du peuple qui les a élus. Si nous voulons éloigner de notre organisation toutes les ambitions et le parasitisme politique, il faut leur offrir à l'horizon non pas une place dans nos Assemblées parlementaires, mais le martyre de Delescluze ou de Vermorel.

Quant aux candidatures ouvrières on connaît leurs inconvénients. Eloignés de leurs camarades, oublieux de leur vie de travailleurs, ils se laissent facilement influencer par le milieu bourgeois où ils sont appelés à vivre. Préférant le salaire de député au salaire du travailleur, ils trouvent une foule d'excellentes raisons pour entrer dans la voie d'un compromis, pour préférer les salons parlementaires à l'échoppe obscure où ils sont nés, et avant qu'il se passe longtemps, ils deviennent les ennemis du peuple. Si nous voulons renverser la civilisation bourgeoise, ne vivons pas de sa vie, ne soumettons pas nos camarades aux influences délétières qui ont fait de cette classe autrefois si laborieuse la plus corrompue qui fut jamais.

NOS AMIS DE LA PRESSE.

La Fédération, organe de la Fédération Barcelonaise:

« Sous ce titre *La Solidarité Révolutionnaire*, un nouvel organe de la Révolution sociale, vient de se publier à Barcelone. Il est rédigé en français, non seulement pour propager les principes de l'Internationale parmi nos nombreux compagnons qui habitent l'Espagne, victimes des persécutions que souffrent et ont souffert avec tant d'héroïsme, les fils du peuple de la nation voisine, mais aussi pour transmettre d'ici chez le peuple des Révolutions la connaissance du développement pratique du socialisme dans la région espagnole et dans les autres parties du monde.

Rédigée par des compagnons appréciés qui pensent et souffrent comme nous, *La Solidarité Révolutionnaire* prend pour devise les grands principes que contiennent ces mots: Anarchie, Collectivisme, Matérialisme, et les défend dans ses colonnes par les articles intitulés: *La Situation* et *la Politique destructive*.

Enfin les sujets choisis de cette revue hebdomadaire, la rendent intéressante sous tous les points de vue. Nous ne doutons pas qu'elle arrive au but essentiel auquel elle est destinée, et elle a droit à l'appui de tous les compagnons de langue française qui, arrachés du sol qui les vit naître par l'infâme bourgeoisie et autoritaire, vivent dans la région espagnole.

Nous félicitons de tout cœur et avec enthousiasme, ce nouveau collègue révolutionnaire et socialiste.

On reçoit les abonnements à l'administration de notre journal.

El Boletín de la Federación regional española:

Le « Boletín », organe de la Fédération régionale de toute l'Espagne a inséré les lignes que l'on vient de lire, qu'il a empruntées à son collègue « la Fédération ». Nous remercions les compagnons qui le rédigent de cette preuve de sympathie.

La Discusione, revue italienne socialiste:

Nous recevons de Barcelone l'annonce d'un journal hebdomadaire socialiste: *La Solidarité révolutionnaire* rédigée par des compagnons que nous connaissons énergiques et champions résolus de la cause sociale.

AU PILORI.

Une quinzaine de nos compagnons viennent d'être arrêtés, à Genève sous l'inculpation de complot contre la sûreté du gouvernement français. C'est au caprice d'un traître vendu à l'or versaillais, c'est à la dénonciation du mouchard L. Blampignon qu'ils doivent d'ajouter aux souffrances de leur exil, celles des nouvelles persécutions dont ils sont l'objet.

Ce misérable, qui avait défendu la Commune, et l'avait servie comme employé à l'administration des postes, ne s'était sans doute fourvoyé dans nos rangs, qu'alléché par l'appât des trente deniers qu'une honteuse institution, la police secrète, clef de voute de la bourgeoisie et corrompue société actuelle, jette aux Judas. Que le nom du renégat fasse suite dans le livre de l'infamie à ceux des de la Hodde, des Guérin, des Durand, des D'Entraygues, etc. Qu'il soit cloué au Pilon.

Et qu'au jour *Dies iræ* on soit sans pitié pour ces lâches, on frappe sans merci sur ces coquins, qu'on rejette dans les égouts ces scories et ce fumier!

COSAS DE ESPAÑA.

Nous avions donc bien raison! Le maître l'avait dit, le disciple le répète. M. Castelar l'avait assuré, M. Muro qui lui a succédé le confirme: Ce n'est point « cette femme aux puissantes mamelles » qui fait l'idéal du poète, que la République Espagnole. Non! Fille timide au regard indécis, elle est toute honteuse, c'est en rougissant, c'est le front baissé qu'elle se présente. Ses sœurs les nations Européennes la regardent avec méfiance. Toujours avec méfiance..... Ah! si elles pouvaient lui faire risette! Ah! si elle pouvait obtenir un sourire de leur part. Mais que faut-il donc? Est-ce son drapeau qui sert d'épouvantail aux rapaces oiseaux de proie qui perchent sur les trônes d'Europe? Qu'à cela ne tienne, qu'ils se rassurent! Son drapeau ne s'apercevra plus au loin. En d'autres termes, « *La République Espagnole ne sera pas une République de propagande* » Telle est la déclaration de M. Muro le nouveau ministre des affaires étrangères....

Et les mots de « *Ordre et discipline* » comme un glas funèbre continuent à retentir du sommet du pouvoir, du haut des sphères gouvernementales. Mais une cloche peut-elle donner plus d'un ton?

L'ordre, on commence à le rétablir. C'est ainsi, pour ne citer que quelques exemples, que le gouverneur de la province fait fermer le local de la Fédération de Paradas, et que l'alcalde et le juge de San Lucar de Barrameda, accompagnés de la force armée, et après avoir mis sur pied toute la garnison, pénètrent dans celui de cette autre fédération et la dissolvent. C'est ainsi que l'alcalde de Palma de Majorque dissout les réunions publiques de nos amis et que celui de Xeres à la tête de détachements de soldats de ligne et de gendarmerie, arrête les commissions que nos compagnons envoient dans les localités voisines pour régler leurs questions de travail. Mais les questions de travail, mais la question sociale, le révolutionnaire socialiste Py y Margail, le célèbre traducteur de Proudhon, le Président de la République Espagnole, a promis de les résoudre; qu'on lise son discours d'ouverture aux Cortès. « Des réformes politiques, dit-il, arrivons aux réformes sociales ». Voyons la solution du problème; M. Py l'a trouvée. Il la résume en deux mots: Jurys mixtes pour les cas de grève!

Nous nous sommes toujours mêlés des réformes sociales, renant d'en liant. Mais nous ne pouvons que nous applaudir de ce qui nous vient cette fois de ce côté à ce sujet. Peut-on faire un aveu plus significatif de l'impuissance de l'Etat comme

réformateur socialiste? Il n'est pas possible que M. Pi, qui est très versé dans les études sociales, se soit fait la moindre illusion sur l'efficacité des réformes qu'il présente. Mais si M. Pi a dû donner le ridicule spectacle de la montagne accouchant d'une souris, c'est que malgré lui il a été retenu sur le terrain conservateur, c'est que c'était chose fatale, c'est que Pouvoir légal et Révolution sont deux choses qui s'excluent. Ou conservateurs avec les pouvoirs; ou révolutionnaires avec l'anarchie. Cela devient à chaque nouvelle expérience de plus en plus évident. Il n'y a pas de milieu.

Et une fois sur la pente de la réaction le terrain est glissant. Qui eut jamais pu supposer le gouvernement présidé par M. Pi, devenir jaloux des sanglants lauriers de la fameuse commission des grâces? C'est cependant ce qui ressort de l'attitude qu'il a prise cette semaine, attitude qui a failli lui devenir fatale, et qui dans tous les cas a porté une atteinte considérable au peu de prestige qui lui restait encore.

Nous avons déjà rendu compte à nos lecteurs de l'exécution du lieutenant colonel du 2 bataillon de chasseurs, par ses propres soldats indignés de sa despotique sévérité et de son outrageante insolence. Le Conseil de ministres, si indulgent pour les officiers assassins des soldats républicains d'Igualada, se réunit en l'apprenant, et après avoir examiné si on ne déciderait pas le bataillon, décide qu'on soumettrait à un conseil de guerre les soldats auteurs de cet acte de justice, et que la sentence, quand même ce serait la peine de mort (c'était déjà l'indiquer aux juges,) aurait immédiatement son exécution. A cette nouvelle la population de Barcelone s'émut, et de tous côtés s'éleva un cri d'indignation et de protestation. A la tombée de la nuit, l'agitation se répandit dans la ville et diverses manifestations la parcoururent. L'une d'elles, composée exclusivement de travailleurs, était précédée d'un drapeau qui portait cette inscription: *Mieux vaut un seul cheveu d'un soldat de la République, que les têtes de 10 chefs réactionnaires*. Arrivée sur la place de la Constitution, une commission prise du sein de la manifestation monta à l'Hôtel de Ville, ainsi qu'une commission du cercle de l'*Estando Catalan* venu aussi en manifestation précédé de son drapeau. Du balcon de la maison populaire plusieurs orateurs prirent la parole. Tous furent d'accord pour blâmer énergiquement la conduite du pouvoir central en cette occasion; et ceux de la classe ouvrière rappelèrent au peuple qu'en plusieurs circonstances et dans des manifestations analogues, depuis la proclamation de la république, ce dernier avait exprimé ses désirs et ses vœux au pouvoir qui avait toujours répondu par des promesses oubliées dès que plein de confiance dans la parole donnée, le peuple s'était retiré. On proposa par conséquent de télégraphier au Gouvernement qu'on ne se retirerait que dès qu'on aurait reçu de sa part l'assurance formelle qu'aucune poursuite ne serait exercée contre aucun des soldats du 2.^e chasseurs pour l'acte qui motivait la décision du Conseil des ministres. Mais où sera encore la garantie? s'écria un autre orateur. Ce que nous devons faire c'est constituer immédiatement un *comité de salut public* chargé d'organiser la résistance pour le cas où on nous tromperait encore. Ce comité se composerait de 7 délégués des bataillons de la garde nationale, de 7 délégués des différents cercles fédéralistes, et de 7 délégués de la classe ouvrière.

Nous l'acceptons! s'écria d'une voix unanime la foule immense qui se trouvait sur la place. Immédiatement on courut aux armes, pour appuyer par la force le cas échéant les résolutions du comité installé à l'hôtel de ville. Mais dans la matinée jugeant ce déploiement de force inutile, le comité fut d'accord avec les bataillons que dix hommes de chacun d'eux seulement resteraient de garde et les autres furent congédiés.

La réponse du gouvernement a été évasive. «Nous ne pouvons faire grâce à personne a-t-il répondu par ce que personne n'a encore été condamné». Mais la corde est usée et le peuple ne se contente plus de ces façons douteuses de parler. Il ne veut plus d'équivoque. Aussi a-t-il été répliqué au pouvoir, d'une manière très-nette:

«Nous nous opposons à ce que l'on applique aux chasseurs de Madrid aucune peine pour le fait spécial de Sagonte, vu que leur agression contre le lieutenant colonel a été motivée par les insultes et les humiliations que celui-ci leur infligea.

Le peuple et l'armée veillent; le pouvoir n'a qu'à se bien tenir. Il est vrai que déjà ses précautions sont prises. Velarde envoyé par ses ordres vient à Barcelone avec 8000 gardes civils (gendarmes) carabiniers. En Catalogne il fut impuissant contre les carlistes, à Igualada contre les soldats; s'il vient ici avec des intentions agressives il se fera battre par le peuple. Toutes les menaces du pouvoir ne sauraient troubler notre quiétude, quand la *chair-d-machine* et la *chair-d-canon* s'entendent nos ennemis sont impuissants.

Un nouveau fait d'armes qu'il faut inscrire au dossier politique de M. Gambetta:

M. Guibert, aujourd'hui conseiller de la cour de Montpellier et jadis procureur de la République à Marseille, vient d'être assez malmené par les membres de la commission d'enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement du 4 Septembre pour ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne du général Cluseret et le faire fusiller sur-le-champ comme le lui avait ordonné le dictateur de Tours.

Que ceux de nos amis qui croient excellente la tactique de se servir du suffrage pour porter messieurs les bourgeois républicains à la chambre se souviennent de cette atteinte portée à la liberté individuelle par le Gouvernement de la République.

Nous savons de source certaine, quoique notre parole donnée nous empêche d'indiquer la provenance de cette nouvelle, qu'il a été décidé par un comité alphonsiste de cette ville d'acheter la garnison de Monjuich, quand même la trahison de chaque homme devrait lui coûter cinquante duros.

Avis à qui de droit. L'armée espagnole a certainement donné bien des preuves, depuis peu, d'attachement à la République, d'amour à la cause de la Révolution. Mais l'égoïsme des républicains bourgeois, qui après lui avoir fait miroiter des banes de l'opposition les ailes de la liberté, ne montrent plus maintenant que le Règlement de discipline et ces pelotons d'exécution des conseils de guerre, contribuera pour le moins, par les déceptions qu'il leur aura fait éprouver, par les illusions qu'il leur aura arrachées, autant que l'or alphonsin à ébranler quelques esprits faibles.

Avis au peuple. C'est à lui de veiller, à lui de chatier les corrupteurs, à lui de chatier les traîtres! Qu'il les prenne où ils sont assis, à gauche comme à droite. Son émancipation est à ce prix.

Un ouvrier, Pablo Alsina, que ses compagnons honorèrent il y a quelques années de leurs suffrages, et envoyèrent aux Cortès, de dépit sans doute de ne pouvoir plus s'élever au pinacle des honneurs depuis que les prolétaires ont compris qu'il n'ont rien à attendre de la farce parlementaire, vient de décider un bon nombre de travailleurs de son métier, les tisseurs, à se séparer de l'Union manufacturière, et leur propose de se séparer également de l'Internationale.

Mais la section des tisseurs compte dans ses rangs de véritables socialistes, qui resteront fidèles au drapeau qui doit nous conduire à la révolution sociale, et laisseront sans s'en affecter les moutons de Panurge suivre ces ambitieux démodés.

Nous ferons ressortir avec plaisir à cette occasion le contraste de cette conduite avec la modestie du compagnon Bragulat, qui quoique sûr à cause des sympathies que son dévouement lui a valu dans la classe ouvrière d'être élu député à la Constituante, a refusé le mandat qui lui était offert, convaincu que ce n'est pas par ce chemin que nous arriverons à notre émancipation.

Administration et Rédaction, calle del Parlamento n.º 40, piso 3.º, Barcelona (Ensanche). España.

Barcelonne: Imprimerie de Joseph Miret rue Cortes, n. 289 et 291.

CHRONIQUE DU TRAVAIL.

BELGIQUE.—L'organisation révolutionnaire s'accroît dans ce pays à en juger par la circulaire suivante que vient d'adresser à ses coassociés le Conseil fédéral de la Vallée de la Vesdre :

« Il y a quelques jours nous signalions au pays la situation désastreuse où se trouve notre industrie; nos compagnons des autres fédérations se sont réunis pour nous envoyer des fonds que nous leur avons refusés, les priant de les garder pour hâter leur organisation révolutionnaire.

Nous sommes heureux de vous apprendre que nous avons été compris, et que le 2 Juin au meeting de Gohyart-Junet les délégués des autres fédérations ont affirmé que notre cause était la leur et qu'ils n'abandonneront jamais ceux qu'ils considèrent comme étant placés à l'avant-garde de la révolution.

Continuons à entonner de mépris les agissements malpropres de la police; demeurons calmes et pleins de sang-froid; la misère prendra fin, parce que nous sommes décidés, coûte que coûte, à faire triompher la Justice! Vive la Révolution sociale!

Vive l'Association internationale des travailleurs!

Le Conseil fédéral du Bassin de la Vesdre.

Suivent les signatures.

Nous apprenons en même temps qu'un groupe de compagnons ont le dimanche 15 Juin convoqué au Petit Rechain un meeting à l'effet de constituer une Union locale de métiers; voici un résumé de l'appel qu'ils ont adressé à leurs collègues.

Depuis de longues années, le prolétariat européen lutte avec courage pour reconquérir ses droits frustrés par la bourgeoisie que nous-mêmes avons émancipée par la grande révolution française.

Nous les avons placés sur un piédestal dont il faut les abattre; ce travail doit être notre œuvre, et nous venons ici faire appel à votre courage. Vous voyez tous les jours l'agiotage porté au plus haut degré, le vol légalisé, protégé par les gouvernements installés.

L'audace de ces hommes va jusqu'à se servir d'une partie de nous-mêmes pour mutiler l'autre; car, que font-ils pour l'armée, au père ils prennent le fils, à l'épouse le mari, aux enfants le père, et cela pourquoi? pour arriver au massacre de leurs propres pères, frères et enfants!

Nous, socialistes et travailleurs, abjurons ces machiavéliques manœuvres, depuis assez longtemps nous sommes les faibles, unissons-nous pour être forts; forts de notre force, forts de notre droit.

Le Comité.

FRANCE.—Nous apprenons avec une grande satisfaction que sur divers points les travailleurs s'organisent et se préparent pour, à la lutte prochaine, pouvoir avoir raison de ceux qui les ont jusqu'à présent opprimés; espérons que cette fois nos frères qui habitent la terre natale réussiront, et que le peuple dans un vomissement rejettera l'oppression séculaire de la bourgeoisie.

Espérons également qu'il en finira le peuple avec tous ces soi-disant défenseurs qui comme le sieur Tolain et autres personnalités se servent de lui pour marche-pied, et qui leur rêve réalisé savent si bien les bras croisés rester impassibles devant le massacre de leurs électeurs.

ITALIE.—Le Gouvernement tient à nous donner raison, à prouver qu'il faut combattre le principe d'autorité partout où il se manifeste. Non content d'assurer à la bourgeoisie l'omnipotence politique dont elle se sert si bien, il intervient directement dans les luttes économiques. Tantôt il met au service du patron les soldats dont il dispose pour en faire des portefaix ou des boulangers; tantôt il fait plus il fait condamner par les tribunaux à plusieurs mois de prison les ouvriers typographes grévistes avec ce considérant superbe : *leur refus de travail n'a pas de motif légitime.* Est-ce cela qui serait le fameux laissez-faire, laissez-passer, de ses économistes?

ESPAGNE.—Les progrès de notre Association sont de plus en plus rapides. Voici les fédérations nouvelles qui se sont

constituées ou sont sur le point de se constituer cette semaine : *Fédération d'Albacete*, composée dans sa grande majorité de mineurs occupés à l'extraction du soufre; *Fédération d'Orcera*; *Fédération de Catarroja*.

Les matelots de Tarragone au nombre de plus de 800, se sont associés, et ont adhéré à la fédération de cette ville.

Se sont réorganisées aussi, les balanciers de Barcelone et la fédération de *Puerto Real*.

Les petites fédérations voient le nombre de leurs adhérents grossir à chaque instant d'une façon notable. C'est ainsi que le nombre des fédérés de Chipiona s'est élevé en quelques jours de 25 à 234 et que celle de Concentayna également peu considérable vient de s'augmenter de 200 nouveaux membres.

Quand aux fédérations des villes, celle de Barcelone à elle seule compte plus de cinquante sections formant un total de près de 18000 fédérés.

Les grèves sont toujours en permanence tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Notons, celle des boulangers de Barcelone, celle des agriculteurs et celle des boulangers de *San Luchr de Burameda*, celle des fondeurs de *Huelca*, celle des tisseurs d'*Enguera*, celle des tanneurs de *Valladolid* et celle des forgerons en fer de *Séville*. Des victoires sur ce terrain ont été remportées par les maçons, et les charpentiers de *Valencia* qui ont obtenu la fixation de la journée à 9^h par jour, par les tonneliers de *Pueblo Nuevo del Mar* et par ceux de *Villanueva y Geltrú*.

A Paradas les agriculteurs ont obtenu après trois jours de grève un rabais du travail de trois heures par jour. Le conseil de la fédération de cette localité annonce que toute la population en masse, a en outre adhéré à l'Internationale à l'exception seulement du Conseil municipal, composé d'ouvriers traités à la cause, qui ont emprunté de l'argent à la bourgeoisie pour combattre la grève.

Les infamies de la bourgeoisie continuent. A *Alcoy* l'exploiteur Gaetan Araño y Fajro, a renvoyé notre compagnon J. Arnar et ceux de *Villa-Carlos* refusent du travail au compagnon Francisco Pablo parce que ces prolétaires appartiennent à notre Association; Mais d'autre part les ouvriers papetiers d'*Onteniente* ont pris l'engagement de ne plus travailler, pour le bourgeois Fecundo Vitoria.

A Lebrija les républicains bourgeois ont versé le sang des prolétaires. Ce sont leur écrit le correspondant de cette localité à la Commission fédérale, les plus cruels ennemis de nos justes aspirations.

Dimanche 22 courant a eu lieu une réunion de délégués des fédérations de Barcelone et de ses environs, et des délégués des Unions de métiers dont les conseils résident dans les mêmes limites.

Étaient présents les délégués des conseils locaux de Barcelone, Sans, San Andrés, San Martin, et Gracia et ceux des conseils de l'Union manufacturière, de l'Union des constructeurs d'Édifices, de l'Union de l'art du fer, de l'Union des constructeurs de chaussures, de l'Union des travailleurs agricoles, de l'Union des ouvriers noographes, et de la fédération espagnole des boulangers.

Il a été nommé une commission chargée de préparer et convoquer un Congrès des quatre provinces de Catalogne pour déterminer l'attitude de la classe ouvrière dans les circonstances actuelles.

Cette commission a aussi reçu mandat de hâter le plus possible les préparatifs de cette réunion, en vue de la gravité des circonstances, et de soumettre en même temps un programme à l'acceptation du Congrès.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

FÉDÉRATION RÉGIONALE ESPAGNOLE.

PROTESTATION.

Lorsque ceux qu'on appelle les représentants du suffrage universel, cette grande mystification de la conscience du peuple, réunis en assemblée constituante votaient presque à l'unanimité comme forme de gouvernement la république fédérale, le peuple travailleur, si tant est qu'il attendit de la part de ces représentants l'adoption d'aucune mesure révolutionnaire, au moins espérait-il que les délégués de ce pouvoir dans les provinces n'opposeraient aucun obstacle au libre exercice des droits naturels et inviolables d'association et de réunion. S'il est vrai que quelques compagnons s'attendissent à autre chose de la part de messieurs les républicains fédéraux, qui lorsqu'ils appartenaient à l'opposition combattaient les attaques de tous les partis monarchiques aux droits individuels et faisaient tant de promesses relativement aux droits de l'homme, nous les avions jugés nous, la majorité des internationaux, comme un parti dont les aspirations étaient identiques à celles des autres partis bourgeois.

Mais la logique des faits est venue démontrer que les délégués du gouvernement républicain fédéral, comme les délégués de tout pouvoir autoritaire sont des ennemis acharnés des droits sacrés du Travail, et défenseurs résolus des privilèges du capital.

Une série de faits scandaleux, arrivés en peu de jours, sont plus que suffisants pour ouvrir les yeux à ceux de nos frères qui attendent encore quelque chose des pouvoirs autoritaires.

Quand en pleine république fédérale les délégués de l'autorité dissolvent d'importantes fédérations locales comme celles de Sanlúcar et de Paradas, quand des maires comme ceux de Jerez de la Frontera et de Palma de Majorque menacent et arrêtent des travailleurs, foulant aux pieds leurs droits naturels, et, comme l'a fait le dernier, empêchant les travailleurs d'adresser la parole à leurs frères, quand enfin dans toutes les luttes que le travail soutient contre le capital, les délégués de l'autorité se placent toujours du côté du privilège contre la justice, nous avons le droit de protester, et nous PROTESTONS contre ces faits vandaliens qui nous rappellent les temps abominables des Sagasta et des Gonzalez Bravo. Si en pleine république fédérale nos droits doivent être foulés aux pieds, et nos fédérations dissoutes par la force brutale, les travailleurs qui ont encore confiance dans la politique bourgeoise se désillusionneront, et sauront à quoi s'en tenir relativement aux faux révolutionnaires et aux hypocrites défenseurs de la plus immorale des réactions.

Alors que les hordes carlistes se promènent librement dans le Nord de l'Espagne et se livrent aux vandaliens excès de l'assassinat, du saccage et de l'incendie, au lieu de les chercher dans leurs antres et dans leurs refuges, et dans les villes qui leur servent de quartiers généraux, les délégués de l'autorité, la force publique et la police s'occupent à opprimer, menacer et arrêter les travailleurs, les hommes sincèrement révolutionnaires fermant les locaux où ils se réunissent pour traiter des grands intérêts du travail qui sont ceux de la Justice.

On le comprendra facilement, quoique cela paraisse impossible, si nous considérons que les bourgeois qui dirigent le parti carliste et les bourgeois qui dirigent le parti républicain fédéral, bien que divisés sur la question du pouvoir, ont établi entre eux la plus parfaite solidarité comme classe pour défendre les privilèges du Dieu capital, et de sa sainte moitié la propriété. Les premiers sont franchement réactionnaires, les seconds jurent mensongèrement au nom de la Révolution pour tromper le peuple. Les uns et les autres sont des défenseurs de l'infâme exploitation de l'homme par l'homme.

Il faut que les travailleurs s'éloignent de toutes les farces et de tous les farceurs de la politique bourgeoise, qu'ils s'organisent se préparent pour l'action révolutionnaire du prolétariat afin de

détruire le plus tôt possible les privilèges qui soutiennent des pouvoirs autoritaires et font leur force.

Dans les circonstances que nous traversons et en présence du vandalisme des faits que nous venons de dénoncer, nous considérons comme un devoir de reproduire la suivante.

DÉCLARATION.

«Le Congrès de la Fédération régionale Espagnole de l'Association Internationale des Travailleurs, réuni à Cordoue, pour qu'aucun doute ne reste dans l'esprit de la bourgeoisie ou des pouvoirs qui la représentent, déclare : que si par occurrence on attente à nos droits naturels les internationaux de la région espagnole comptant sur le concours de leurs frères du reste du monde épuiseront tous les moyens possibles pour arrêter tous ceux qui s'opposent à la paisible et majestueuse marche de l'Association Internationale des travailleurs.

Si l'on ne nous respecte pas nous nous ferons respecter.»

Si le Gouvernement républicain fédéral représentant de la petite et grande bourgeoisie, ne châtie sévèrement ceux de ses délégués qui viennent de fouler aux pieds les droits sacrés de réunion, d'association et de la libre émission de la pensée, nous le considérerons comme solidaire de tous ces faits, et comme prêt à suivre le système de persécutions effrontées de Sagasta contre l'Association Internationale des Travailleurs, secondant en cela les vues les plus despotiques des gouvernements de l'Europe.

Que nos frères les travailleurs se souviennent de la conduite des représentants du gouvernement républicain fédéral, qu'ils gardent présente à leur esprit la déclaration des Congrès de Cordoue, qu'ils vivent l'œil ouvert et se disposent à tout.

A bas les pouvoirs autoritaires ! Vive la liquidation sociale ! Vive l'Association Internationale des Travailleurs ! Salut, solidarité, anarchie et collectivisme.

Alcoy 15 Juin 1872.

Pour la Commission fédérale espagnole.—Vicente Fonbuena, fondeur en fer.—José Seguí, tisseur de laine.—Rafael Abad, papetier.—Severino Albarracín, instituteur primaire.—Francisco Tomás, maçon.

Horno del vidrio, 6—3.º, Alcoy.

PROTESTATION

DE LA FÉDÉRATION LOCALE DE SAN LUCAR DE BARRAMEDA.

A tous les Internationaux.

Onze jours après la réunion de l'Assemblée bourgeoise, qui garantit les droits de réunion et d'association conformément à l'art. 17 de la Constitution en vigueur, l'Ayuntamiento de cette ville violant les lois qu'il devait respecter, fait un appel à la répression et à la violence foulant aux pieds ces lois que les bourgeois eux-mêmes ont faites et dissolvent nos réunions par la force. Nous pourrions répondre par la force si ce n'était nous mettre en dehors de nos principes.....

Notre attitude c'était naturel, épouvante les hommes de la bourgeoisie, comme la voix de la conscience épouvante le coupable.

Mais cette même épouvante est ce qui les perdra. Aujourd'hui ils ont rompu les hostilités avec la classe ouvrière. Jusqu'à présent ils s'étaient bornés à nous insulter et à nous menacer, aujourd'hui ils proclament à haute voix, par un acte illégal et violent que les fils du travail ne peuvent se réunir pacifiquement. La guerre sociale, la guerre entre pauvres et riches, la guerre entre seigneurs et esclaves, entre opprimés et oppresseurs est déclarée par l'Ayuntamiento actuel, représentant de la bourgeoisie de San Lucar.

Travailleurs, groupons-nous, organisons nos bataillons, trempions nos armes et tenons-nous prêts pour une lutte plus ou moins prochaine !

A bas les privilèges ! A bas l'infâme exploitation de l'homme par l'homme ! A bas la tyrannie ! Place à l'Association Internationale des Travailleurs !

Salut, anarchie et collectivisme !